

Burundi : graves accusations contre le gouvernement à la veille du référendum

Deutsche Welle, 16.05.2018 Alors que les habitants doivent voter pour le référendum constitutionnel, ce jeudi, l'opposition, la société civile et les ONG dénoncent un "climat de terreur". Au Burundi, le référendum constitutionnel aura lieu jeudi 17 mai. La campagne électorale qui s'est achevée lundi a été marquée par de nombreux cas de violences et d'enlèvements. [Photo : Le président Pierre Nkurunziza lors de la campagne pour le "Oui" au référendum du 17 mai prochain.]

Selon de nombreux témoignages, les partisans du Non étaient systématiquement traqués et emprisonnés. Certains d'entre eux ont été assassinés. Un climat de terreur que dénoncent l'opposition, la société civile et plusieurs ONG de défense des droits de l'Homme. Les jeunes du CNDD-FDD accusés Dans un communiqué publié mardi, le Haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, s'est dit inquiet par la montée de la tension au Burundi. Un climat de terreur imputé aux Imbonerakure, les jeunes du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. "Les agents de la répression et membres de cette sorte de machine répressive qui est l'État comptent les "Imbonerakure", la milice, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, mais aussi des agents du service des renseignements, des élus collinaires, des représentants de la police", assure Tcherina Jerolon, responsable adjointe du bureau Afrique de la FIDH, la Fédération internationale des droits de l'homme. "Encore une fois, une machine qui est l'État depuis avril 2015 pour terroriser la population." Des accusations que confirme le leader de la coalition d'indépendants Amizero y'Abarundi. Plusieurs de ses militants et sympathisants ont été victimes des violences de ces jeunes Imbonerakure. "Le climat de terreur est entretenu beaucoup plus par les jeunes du parti CNDD-FDD", raconte Agathon Rwassa. "Mais quelquefois, ils bénéficient de la complicité de certains agents ou officiers de police qui ne comprennent pas qu'ils doivent être au service de la nation et non au service d'une partie de la population, à savoir le parti au pouvoir." Démenti des autorités Les autorités burundaises, pour leur part, démentent. "C'est un raccourci, vous savez. On parle des Imbonerakure pour ternir l'image du gouvernement", assure Gaston Sindimwo, premier vice-président du Burundi. "Il y a ceux qui commettent des bavures. Tous ces gens sont punis. Ils sont punis dans leurs partis politiques, ils sont punis aussi au niveau du pouvoir. Quand vous voyez les honorables (les députés, ndr) qui sont pour le Non, ils sont encadrés par la police." Il assure que la police est là pour la protection de la population. "Notre police fait un travail exemplaire. Nous vous promettons une élection libre, transparente et apaisée." Vendredi 11 mai, aux environs de 22 heures, dix femmes et onze enfants ont été tués par des hommes non encore identifiés. Le drame s'est déroulé à Cibitoke, situé à près de 60 kilomètres de Bujumbura, la capitale.